



RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N^o DE LA PÉTITION : **421-01798**

DE : **M. LAUZON (STORMONT-DUNDAS-SOUTH GLENGARRY)**

DATE : **LE 8 NOVEMBRE 2017**

INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE : **ADAM VAUGHAN**

Réponse du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

SIGNATURE

Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

Journée nationale

TRADUCTION

RÉPONSE

Le gouvernement aimerait remercier les pétitionnaires d'avoir exprimé leur désir de proclamer le 14 avril, journée de commémoration de la pauvreté.

Bien qu'à l'heure actuelle le gouvernement du Canada ne projette pas de désigner officiellement la date susmentionnée, il reconnaît l'importance du rôle que tous les citoyens canadiens de tous les horizons ont joué dans la création de notre nation actuelle. Aussi grand ou petit que ce rôle puisse être, ces Canadiens feront toujours partie intégrante de la formation de notre nation actuelle.

En ce qui concerne le but de votre pétition, le gouvernement du Canada peut établir un jour, une semaine, un mois ou une année spécial(e) au moyen :

- **d'une proclamation royale** : elle porte le grand sceau du Canada, émit par le gouverneur général au nom du souverain, comme suite à un décret en conseil (et à la présentation d'un mémoire au Cabinet par le ministre responsable). La Semaine de prévention des incendies (qui se tient chaque année au mois d'octobre) a été proclamée de cette façon et a été respectée depuis les années 1880; la Journée nationale des Autochtones a été établie au moyen d'une proclamation royale en 1996.

- **de la législation** : le projet de loi peut émaner du gouvernement ou être d'initiative parlementaire. Cependant, c'est un long processus, surtout en ce qui concerne les projets de loi d'initiative parlementaire, qui font l'objet d'un tirage avant d'être débattus à la Chambre des communes. Dans le cadre d'un projet de loi d'initiative parlementaire, on devrait assurer un suivi auprès d'un député qui accepterait de parrainer un tel projet à la Chambre des communes.